

Temoignage. « Le poste n'était pas adapté »



« Les parcours mis en place pour les demandeurs d'emploi handicapés sont insuffisants et trop lents », estime Jean-René Tassin.

« Je ne suis pas le plus à plaindre, mais je trouve que les parcours mis en place pour les demandeurs d'emploi handicapés sont insuffisants et trop lents », estime Jean-René Tassin. À 50 ans, ce Brestois s'est vu reconnaître un taux de handicap de 32 % lié à ses activités professionnelles.

Revenu à la vie civile après 18 ans de Marine nationale, il avait choisi de poursuivre sa carrière dans l'agroalimentaire. « Mes problèmes de santé ont démarré en mars 2003, j'ai été arrêté quatre mois pour une péritonite à l'épaule. Je faisais beaucoup de gestes répétitifs et je portais des charges lourdes ». Un changement de poste est proposé, il passe à

l'emballage, mais il n'est pas assez rapide. « J'ai fait tous les postes de l'usine, ils ont essayé de me trouver autre chose... Mais, en juillet 2004, j'ai subi un nouvel arrêt de travail d'un an et j'ai été licencié pour inaptitude en juillet 2005 ». Un mois plus tard, il retrouve un emploi dans la grande distribution. « J'ai été embauché, mais je n'arrivais pas à reprendre le rayon des temps, l'en-tête à mon handicap. J'ai eu un nouvel arrêt de travail d'un an ».

Après être passé par différentes structures spécifiques aux handicapés, Jean-René Tassin est retourné à Pôle emploi et cherche maintenant un poste de commercial.

Des craintes pour les handicapés les plus fragiles

Deux autres associations, Ladapt et An Treiz, interviennent auprès de populations handicapées. Mais la nouvelle donne pénalise les petites structures.



« On a décroché un appel d'offres de l'Agefiph pour trois ans », dit Annie Besnier (à gauche), directrice de One Prométhée Cap Emploi. « Le risque est de voir disparaître les petites structures », regrette Isabelle Falhun, de Ladapt.

Depuis 2008 sont apparus les appels d'offres. « Nous avons gagné pour trois ans celui de l'Agefiph concernant la mobilisation des entreprises employant moins de 4 % de handicapés dans le Finistère », explique Annie Besnier, directrice de One Prométhée Cap Emploi. Et il y avait du monde sur les rangs pour répondre à cet appel d'offres, le secteur devient concurrentiel. On voit même apparaître le secteur privé lucratif dans un domaine auparavant principalement associatif.

« De petites structures spécialisées comme la nôtre ne peuvent répondre à ces appels d'offres qui prévoient une vaste zone géographique », déclare Isabelle Falhun, adjointe de direction de Ladapt. À Brest, l'association gère un Esat de 18 places, une unité d'orientation (Uero) pour lesés cérébraux de cinq places (d'une capacité insuffisante, il y a un an d'attente), un centre de préorientation pour handicapés de 28 places, dont huit pour les handicapés psychiques, et l'espace Mediasources qui propose des bilans professionnels. « Sur 150 personnes par an reçues en préorientation, 50 % vont suivre une formation et 24 %

trouvent un emploi ».

Pour réagir à cette nouvelle donne, Ladapt a choisi de rejoindre un groupement de structures pour répondre à plusieurs appels d'offres. « Le risque de cette politique est la disparition des petites associations et de laisser la place au privé lucratif », prévient Isabelle Falhun.

Trop de guichets

Du côté d'An Treiz, association spécialisée dans l'insertion sociale et professionnelle des handicapés psychiques ou déficients intellectuels, Laurence Barard, directrice,

regrette que le processus se soit compliqué pour les usagers depuis que l'Agefiph a réduit le nombre de prescripteurs. « Plus la personne handicapée est éloignée de l'emploi et plus elle aura de guichets à faire. Si elle vient directement chez nous, on doit la renvoyer vers un prescripteur. Ce n'est pas facile pour ces personnes qui ne maîtrisent pas bien téléphone ou Internet et dont le problème est la relation à l'autre ». An Treiz a vu ainsi baisser le nombre de personnes qui arrivent jusqu'à elle, de 800 à 650 suivies en 2008.